

# Bulletin de veille

du 10 au 14 janvier 2022

Sélection d'articles et de rapports sur  
la conjoncture, les grandes questions  
macroéconomiques et des  
secteurs stratégiques

**Rexecode**

Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
  - Energie & matières premières
  - Construction – immobilier
  - Industrie – Services
  - Télécommunications
  - Transport
  - Environnement
  
- Population
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

## INTERNATIONAL

### Global Risks 2022

GLOBAL RISKS (World Economic Forum) 2022, 17th Edition, janvier, 115 p.

Ce rapport annuel publié depuis 2006 identifie et mesure l'intensité d'un ensemble de risques systémiques pesant sur le monde et ses grandes zones à horizon de 10 ans. Le rapport opère une distinction entre risques et tendances et identifie les interconnexions entre les risques. Le rapport comprend également des données sur la perception des risques globaux pour la bonne conduite des affaires par les entrepreneurs dans leur propre pays. Les facteurs de risques sont de cinq types : économique, géopolitique, environnemental, sociétal, technologique.

→ Dans cette édition :

- Transition climatique désordonnée
- Dépendances numériques et cyber-vulnérabilités
- Obstacles aux migrations internationales
- Concurrence dans le spatial
- Stratégies déployées dans la deuxième année de la pandémie de Covid

→ Sur le site : *interface graphique interactive de diffusion des données.*

<http://www.weforum.org/issues/global-risks>

### Economic outlook: Don't look up!

ALLIANZ \_ EULER HERMES

2022, janvier, 46 p.

Prévisions de croissance par pays et à l'échelle mondiale d'Euler Hermes. Après une reprise de +5,4% en 2021, la croissance économique mondiale devrait rester solide en 2022 (+4,1%) et 2023 (+3,2%). Le Covid-19 devrait rester un frein, mais son impact devrait être modéré : selon Euler Hermes, l'incertitude autour du variant Omicron ne devrait coûter que -0,3 point de croissance à l'économie mondiale au T1 2022, mais malgré tout accroître les perturbations sur le marché du travail et pour les échanges commerciaux internationaux.

Cette dynamique sera toutefois inégale, avec des divergences croissantes entre les économies avancées (+2,2 points en 2022 et +1,6 point en 2023) et les marchés émergents. Un fort ralentissement est notamment à prévoir en Chine, avec une croissance économique qui ne devrait atteindre que +5,2% cette année. En France, la croissance économique française devrait atteindre +3,6% en 2022 et +1,9% en 2023 (+6,7% en 2021).

Le commerce mondial continue de croître : +5,4% en 2022 et +4% en 2023. Mais les difficultés sur les chaînes d'approvisionnement, amplifiées par Omicron, devraient encore perturber les flux commerciaux et accentuer les pressions sur les prix. La tendance s'apaiserait à partir de mi-2022.

[https://www.eulerhermes.com/en\\_global/news-insights/economic-insights/january-2022-global-economic-outlook.html](https://www.eulerhermes.com/en_global/news-insights/economic-insights/january-2022-global-economic-outlook.html)

## ZONES EMERGENTES \_ ENERGIE & MATIERES PREMIERES

### Global Economic Prospects

GLOBAL ECONOMIC PROSPECTS (Banque Mondiale) 2022, janvier, 212 p.

Rapport de la Banque Mondiale sur les perspectives et les enjeux de l'économie mondiale et plus particulièrement des zones émergentes. Les perspectives à court terme sont actualisées deux fois par an (en janvier et en juin) au niveau mondial et par grandes zones géographiques. Elles comprennent généralement un chapitre sur le marché et le cycle des matières premières.

→ Dans cette édition : La croissance mondiale devrait ralentir à 4,1% en 2022 avec la persistance de la pandémie de COVID-19 et des problèmes d'approvisionnement, et la diminution des soutiens budgétaires. Production et investissement devraient retrouver leurs niveaux d'avant pandémie dans les économies avancées, mais resteront nettement en deçà des tendances pré-COVID dans les marchés émergents et les économies en développement. Ces pays sont confrontés à des tensions inflationnistes accrues et une marge de manœuvre budgétaire limitée. Ils devront à plus long terme mener des réformes visant à atténuer leurs vulnérabilités aux chocs sur les cours des produits de base, réduire les inégalités et améliorer la préparation aux crises.

Après la très forte hausse des prix des matières premières en 2021, les évolutions macroéconomiques mondiales et les facteurs d'offre continueront probablement de provoquer des fluctuations récurrentes des prix en 2022, amplifiées pour de nombreux produits par la transition vers les énergies fossiles.

→ Sujet spécial : Effets du COVID sur les inégalités de revenus au sein et entre les pays au niveau mondial -

<http://www.banquemondiale.org/fr/publication/global-economic-prospects>

## AFRIQUE & MOYEN ORIENT

### Survey of Economic and Social Developments in the Arab Region 2021-2022

SURVEY OF ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENTS IN THE ESCWA REGION (Onu) 2022, janvier, 144 p.

Revue annuelle de conjoncture, recommandations de politique économique et prévisions pour les économies relevant de la Commission économique de l'Onu pour l'Asie occidentale (Moyen Orient) : Arabie Saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Libye, Oman, Maroc, Qatar, Soudan, Syrie, Tunisie, Yémen. Suite à l'adhésion de la Libye, du Maroc et de la Tunisie

→ Dans cette édition :

- Conjoncture sur la période janv-juin 2021 et perspectives à horizon 2022-2023 évaluées sur la base de deux scénarios (un scénario de référence avec un prix moyen du pétrole de 60 \$ le baril, et un scénario alternatif à 80 \$ le baril, avec des anticipations de hausse jusqu'à 100 \$ le baril). La reprise économique amorcée en 2021 (+4,1% de croissance) devrait se poursuivre en 2022 et 2023.

- En jeux de la fiscalité et opportunités d'augmenter les recettes publiques

<https://www.unescwa.org/recurring-publication-identifier/survey-economic-and-social-developments-arab-region>

## AMERIQUE LATINE

### Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean 2021

PRELIMINARY OVERVIEW OF THE ECONOMY OF LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN (Cepal) 2022, janvier, 160 p.

Ce rapport annuel propose des perspectives à court terme et une analyse de la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes (activité, emploi et salaires, secteur extérieur) et des grands enjeux de la politique économique. Les deux premiers chapitres traitent de la conjoncture économique et l'évolution des liquidités au niveau mondial. Les chapitres suivants traitent au niveau de la zone Amérique latine : du secteur extérieur (commerce, flux financiers), de l'activité économique, de l'emploi et des salaires, des politiques macroéconomiques (monétaire, budgétaire et fiscale), des prévisions à court terme et des risques. Une importante annexe statistique est également fournie.

→ Dans cette édition : La croissance moyenne régionale serait de 6,2% en 2021, elle ralentirait en 2022 (2,1%). Moins de la moitié des pays auront retrouvé les niveaux d'activité d'avant crise Covid (11 pays y parviendront en 2021 et 3 autres en 2022). La crise a eu des effets durables sur la croissance et a aggravé les problèmes structurels qui touchaient déjà la région avant la crise.

<http://www.eclac.cl/publicaciones/default.asp?idioma=IN>

## ETATS-UNIS

### The \$800 Billion Paycheck Protection Program: Where Did the Money Go and Why Did it Go There?

AUTOR, David H. \_ CHO, David \_ CRANE, Leland D. \_ GOLDAR, Mita \_ LUTZ, Byron \_ MONTES, Joshua K. \_ PETERMAN, William B. \_ RATNER, David D. \_ VALLENAS, Daniel Villar \_ YILDIRMAZ, Ahu

NBER WORKING PAPER SERIES 2022, n° 29669, janvier, 47 p.

Le Paycheck Protection Program (PPP) a fourni aux petites entreprises environ 800 milliards de dollars en prêts non garantis à faible taux d'intérêt pendant la pandémie. Les auteurs estiment que le programme a préservé cumulativement entre 2 et 3 millions d'années-emplois sur 14 mois, pour un coût de 170 000 à 257 000 dollars par année-emploi conservée. Ces estimations impliquent que seulement 23 à 34 % de l'argent du PPP sont allés directement aux travailleurs qui auraient autrement perdu leur emploi ; le reste est allé aux propriétaires d'entreprises et aux actionnaires, y compris les créanciers et les fournisseurs des entreprises bénéficiaires. L'expansion fulgurante du PPP, son coût élevé par emploi sauvé et son incidence régressive ont une origine commune : le PPP était essentiellement non ciblé parce que les États-Unis ne disposaient pas de l'infrastructure administrative nécessaire pour agir autrement. Les programmes plus ciblés d'aide aux entreprises déployés par d'autres pays à revenu élevé illustrent ce qui est faisable avec de meilleurs systèmes administratifs.

<https://www.nber.org/papers/w29669>

## Politique monétaire de la Fed et structure de la dette des entreprises

SZCZERBOWICZ, Urszula

BLOC-NOTE ECO (Banque de France) 2022, N°250, janvier, 5 p.

L'auteur analyse l'effet d'un assouplissement des politiques monétaires conventionnelle et non conventionnelle sur la structure de la dette des entreprises américaines, en modélisant des variables mensuelles pour la période 1990-2015 : rendements obligataires à un an et à dix ans aux États-Unis, taux de chômage, prix à la consommation, prime excédentaire sur les obligations, obligations et prêts des SNF.

La politique monétaire de la Fed influe sur la structure de la dette des entreprises américaines : une politique monétaire conventionnelle expansionniste accroît les prêts bancaires des entreprises et réduit leurs émissions d'obligations, tandis qu'une politique monétaire non conventionnelle expansionniste stimule les émissions d'obligations via le canal du rééquilibrage des portefeuilles, plutôt que via celui des prêts bancaires.

<https://blocnotesdeleco.banque-france.fr/billet-de-blog/politique-monetaire-de-la-fed-et-structure-de-la-dette-des-entreprises>

## UNION EUROPEENNE \_ FINANCE

### Bulletin économique de la Banque centrale européenne

BULLETIN ECONOMIQUE (Banque centrale européenne) 2022, N.8/2021, janvier, 170 p.

Cette publication de la Banque Centrale Européenne traite des évolutions économiques et financières dans la zone euro et fournit des statistiques sur la zone euro et les activités de la banque centrale (statistiques sur la politique monétaire, les évolutions monétaires et financières, la sécurité des marchés, les prix, les indicateurs de l'économie réelle, l'épargne, l'investissement et le financement, la position fiscale du gouvernement général, la balance des paiements, le commerce des biens, les taux de change ainsi que sur les évolutions économiques et financières des autres pays de l'Union européenne et en dehors de l'Union européenne). Une chronologie des mesures monétaires de l'eurosystème depuis le numéro précédent figure à la fin du document. Un ou des sujets particuliers sont traités dans chaque bulletin. Les éditions publiées après les réunions de politique monétaire de mars, juin, septembre et décembre fournissent une analyse approfondie des évolutions économiques et monétaires.

→ Sujets spéciaux de cette édition :

- L'enquête de la BCE auprès des analystes monétaires
- La communication de la BCE avec le grand public

En encadré : Les perturbations des chaînes d'approvisionnement : quels effets sur l'économie mondiale / causes et impact sur le secteur manufacturier de la zone euro

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-economique-de-la-bce>

## ALLEMAGNE

### Construction Industry: High Price Momentum Continues, Industry Performing Well Despite COVID-19

WEEKLY REPORT (DIW) 2022, N°1-2, janvier, 13 p.

Prévisions à court terme du volume de construction en Allemagne. Selon les dernières prévisions, le chiffre d'affaires du secteur de la construction continuera à augmenter fortement en 2022 et 2023 avec une augmentation du volume de la construction de près de 13 pour cent en 2022 et de six pour cent en 2023. Cela montre que la demande de construction reste à un niveau élevé malgré la pandémie de coronavirus. Il est également probable que les coûts des travaux de construction augmentent fortement au cours de l'année 2022, après la hausse significative de 2021. Néanmoins, la hausse des prix devrait se traduire par une baisse de l'activité réelle de construction. Il sera donc probablement plus difficile pour le secteur public d'atteindre ses objectifs ambitieux en matière d'expansion des infrastructures et de fourniture de logements.

[https://www.diw.de/de/diw\\_01.c.833345.de/publikationen/weekly\\_reports/2022\\_01\\_1/construction\\_industry\\_\\_high\\_price\\_momentum\\_continues\\_\\_industry\\_performing\\_well\\_despite\\_covid-19.html](https://www.diw.de/de/diw_01.c.833345.de/publikationen/weekly_reports/2022_01_1/construction_industry__high_price_momentum_continues__industry_performing_well_despite_covid-19.html)

## BELGIQUE

### Perspectives économiques 2022

REGARDS ECONOMIQUES (Université Catholique de Louvain - Ires) 2022, N.167, janvier, 12 p., synthèse

Synthèse des perspectives trimestrielles pour l'économie belge, par le Service d'analyse économique de l'IRES (Université Catholique de Louvain - UCL).

<https://www.regards-economiques.be/>

## FRANCE

### Point sur la conjoncture française à début janvier 2022

BANQUE DE FRANCE

2022, janvier, 10 p.

En décembre l'activité a bien résisté globalement, avec toutefois des disparités sectorielles. Elle a progressé dans l'industrie et les services marchands et, de façon plus modérée, dans le bâtiment. En janvier, l'activité progresserait très légèrement dans l'industrie (sauf dans l'automobile et les produits informatiques, électroniques et optiques, du fait notamment des difficultés d'approvisionnement en composants) et serait stable dans le bâtiment ; dans les services l'hétérogénéité serait marquée entre secteurs.

Les difficultés de recrutement restent importantes ; elles concernent toujours environ la moitié des entreprises. Les difficultés d'approvisionnement enregistrent une légère baisse dans l'industrie (53 % des entreprises, après 56 % en novembre) et un repli encore plus marqué dans le bâtiment (48 % des entreprises, après 58 % en novembre).

Après avoir retrouvé son niveau d'avant-crise durant le troisième trimestre, le PIB dépasserait ce niveau de 3/4 point en décembre. La hausse du PIB serait d'environ + 0,6% au 4ème trimestre par rapport au 3ème. La croissance annuelle s'élèverait à 6,7% en 2021.

<https://www.banque-france.fr/statistiques/conjoncture/enquetes-de-conjoncture/point-de-conjoncture>

### L'économie française en 2022 selon le panel des prévisionnistes de l'OFCE

MADEC, Pierre \_ AURISSE, Elliot

POLICY BRIEF (OFCE) 2022, N°99, janvier, 8 p.

La note compare les prévisions de croissance de l'économie française à court terme réalisées par 16 organismes (publics et privés, dont l'OFCE et Rexecode). Ces prévisions portent sur 2021 et 2022.

→OFCE : Observatoire français des comptes nationaux : journée-débat organisée par l'OFCE réunissant les différentes institutions françaises publiques (Banque de France, Direction Générale du Trésor, INSEE) et internationales (Commission européenne, OCDE et FMI) et des institutions privées françaises ou opérant en France, dont Rexecode.

<https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/policy.php>

## FRANCE \_ ENTREPRISE & SECTEURS

### L'internationalisation des industries alimentaires françaises : de plus en plus implantées hors de l'Europe

DEROYON, Julien \_ URVOY DE PORTZAMPARC, Philippe

INSEE PREMIERE 2022, N°1886, janvier, 4 p.

Les industries alimentaires se sont maintenues durant la crise sanitaire. Avec une production estimée à 140 milliards d'euros en 2020, elles ont encaissé un choc six fois moindre que l'ensemble de l'industrie manufacturière. Avant la crise sanitaire, la France était le deuxième fabricant européen de produits alimentaires transformés derrière l'Allemagne, mais devant l'Italie et l'Espagne. Toutefois, sa part dans la production européenne tend à diminuer. De même, le solde commercial s'est régulièrement dégradé et est désormais très largement déficitaire.

Plus de la moitié de ces productions est réalisée par des groupes multinationaux, qui ont poursuivi leur développement international hors de l'Europe. Depuis leurs filiales en France, ils exportent massivement et apportent une contribution très positive au solde commercial (14,1 Md€ d'exportations de produits alimentaires en 2018). Le solde commercial des 50 groupes les plus importants est toutefois en léger retrait sur la période 2011-2018.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&collection=116>

## FRANCE \_ CONSTRUCTION & IMMOBILIER

### Conjoncture et politique du logement - Un marché en surchauffe en 2021, en voie de stabilisation ?

CANTIN, Loïc \_ TORROLLION, Jean-Marc

OBSERVATOIRE FNAIM DES MARCHES DE L'ANCIEN 2022, janvier, 65 p.

Dossier de presse d'analyse de l'évolution du marché de l'ancien et du neuf : volume de ventes, prix, mises en chantier, crédits, marché locatif... - <http://www.fnaim.fr>

## FRANCE \_ INDUSTRIE

### Dynamique économique et réindustrialisation durable des territoires. Quelles actions utiles des pouvoirs publics ?

HAUT COMMISSARIAT AU PLAN \_ CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS (CNAM)

CAPPELLETTI, Laurent

2022, janvier, 66 p.

Le rapport cherche à identifier ce qui pourrait en France favoriser la "dynamique économique et de la réindustrialisation durables des territoires" (DÉRIDE). Il s'appuie sur la littérature existante, sur des entretiens avec des élus, cadres territoriaux et dirigeants d'entreprises, l'analyse socio-économique de 1854 entreprises et organisations et des études de cas sur les coûts cachés de la délocalisation et sur la formation professionnelle intégrée aux territoires. 13 facteurs déterminants de reconquête industrielle dans les territoires sont identifiés. L'auteur formule une série de recommandations.

<https://www.gouvernement.fr/remise-du-rapport-dynamique-economique-et-reindustrialisation-des-territoires>

## FRANCE \_ EMPLOI

### Métiers en tension

RUCHENSTAIN, Pierre-Olivier

JOURNAL OFFICIEL - AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

2022, N°2022-01, janvier, 106 p.

Le rapport évalue à 6 sur 10 les métiers en forte tension en 2019, contre 1 sur 4 en 2015. Parmi les causes identifiées, l'attractivité de l'emploi, avec la question des salaires et des conditions de travail, mais aussi la représentation des professions, l'efficacité du système d'orientation, de formation et de certification. Le CESE formule 20 préconisations pour réduire ces tensions de recrutement.

<https://www.lecese.fr/travaux-du-cese/travaux-publies>

### En 2020, les effectifs salariés du secteur privé baissent dans toutes les régions métropolitaines

STAT'UR (Urssaf Caisse nationale) 2021, N°334, décembre, 16 p.

Bilan de la masse salariale et l'emploi du secteur privé au niveau régional. L'année 2020 est marquée par la crise économique résultant de la pandémie de Covid-19. Dans ce contexte très défavorable, les effectifs du secteur concurrentiel (18,2 millions de salariés) diminuent en moyenne de 1,5%, soit 275.800 postes détruits, après avoir progressé de 1,6% en 2019. Les effectifs diminuent dans toutes les régions, hormis à la Réunion (+ 1,4%) et en Guyane (+ 0,9%) qui enregistrent des hausses, toutefois nettement atténuées par rapport à 2019. Les baisses sont comprises entre - 0,5% en Guadeloupe et - 2,6% en Bourgogne-Franche-Comté.

<https://www.urssaf.org/home/observatoire-economique/publications/acoss-stat.html>

## FRANCE \_ QUESTIONS SOCIALES

### Santé 2022 : tout un programme

NOTE (Institut Montaigne) 2022, janvier, 55 p.

Propositions de l'Institut Montaigne en vue de l'élection présidentielle de 2022 en matière de santé. Sur la base de ses précédents rapports et de 400 auditions d'acteurs publics et privés, le rapport avance 4 priorités, autour du rôle des patients (qualité des soins, solutions numériques dans le parcours de soin), de l'innovation (e-santé, médicaments innovants), de la gouvernance et des politiques de prévention (santé mentale, vieillissement et perte d'autonomie). -

<http://www.institutmontaigne.org/publications/sante-2022-tout-un-programme>

### La transformation numérique dans le secteur français de l'assurance / dans le secteur bancaire français

ANALYSES ET SYNTHESSES (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) 2022, N°131-132, janvier, 30+32 p.

Ces deux études actualisent celle publiées par l'ACPR en 2018 sur les thématiques de la "révolution numérique" pour apprécier l'évolution des deux secteurs. Elles présentent une synthèse des réponses des organismes interrogés, sans constituer une revue de la conformité des dispositifs ou organisations décrits par les répondants. Elle n'a pas non plus pour objectif de formuler un diagnostic ou de définir les politiques de l'Autorité en matière de transformation digitale de ces secteurs.

<https://acpr.banque-france.fr/liste-chronologique/analyses-et-syntheses>

## FRANCE \_ FINANCES PUBLIQUES

### La stratégie d'émission de la dette souveraine française

COPIN, Pol \_ DALBARD, Jean

TRESOR-ÉCO (Direction générale du Trésor) 2022, N°297, janvier, 12 p.

La stratégie d'émission de la dette souveraine française relève de deux objectifs principaux : assurer un financement au meilleur coût pour le contribuable, et limiter le risque de refinancement de la dette. La politique d'émission mise en œuvre par l'Agence France Trésor traduit ses objectifs en pratique en maximisant la liquidité de ses obligations et en assurant le maintien d'une capacité permanente du placement de ses titres auprès d'une base d'investisseurs diversifiés et résilients.

Depuis 2003, la maturité moyenne de la dette française a augmenté de 2,4 ans. Elle a atteint 8,2 ans à la fin de l'année 2020, l'une des maturités les plus élevées parmi les économies avancées. Des taux d'intérêt très faibles ne plaident pas nécessairement pour un allongement de la maturité moyenne de la dette différent de celui résultant de la déformation structurelle de la demande. Les simulations des auteurs montrent que le coût d'un allongement de la maturité serait significatif par rapport au gain attendu en cas de hausse future des taux d'intérêt, si bien que le gain éventuel d'un allongement supplémentaire est limité au regard de la charge totale de la dette, même dans un scénario porteur.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2022/01/13/la-strategie-d-emission-de-la-dette-souveraine-francaise>

### 2022-2027 : quelles perspectives pour les finances publiques ?

ECALLE, François \_ BOURQUARD, Vianney

NOTE (Institut Montaigne) 2022, janvier, 24 p.

La note présente une trajectoire des finances publiques reposant sur la croissance tendancielle des dépenses, c'est-à-dire sans mesures nouvelles d'économie. Cette tendance est difficile à estimer, mais nécessaire pour mesurer les efforts à faire pour atteindre les objectifs d'évolution des dépenses publiques retenus dans la programmation budgétaire. Alors que les dépenses publiques ont augmenté en moyenne de 27 Md€ par an (en euros de 2022) sur la période 2010- 2019, elles augmentent d'environ 41 Md€ par an entre 2022 et 2027 dans ce scénario tendanciel (+2,8% en valeur et +1,2% en volume).

Cet accroissement de 41 Md€/an des dépenses publiques proviendrait essentiellement des dépenses de sécurité sociale, plus particulièrement des pensions de retraites et des remboursements de l'assurance maladie. Dans ce scénario tendanciel, le déficit public serait encore proche de 5,0% du PIB et la dette serait supérieure à 120% du PIB en 2027. Les auteurs donnent quelques pistes d'économies pouvant permettre de respecter cet objectif de dépenses.

<http://www.institutmontaigne.org/publications/2022-2027-quelles-perspectives-pour-les-finances-publiques>

### Présidentielle 2022 : quel sera votre budget pour le climat ? Les défis budgétaires du prochain quinquennat

I4CE

2021, novembre, 78 p., publié le 13 janvier 2022

Ce document a été présenté aux équipes des principaux candidats à l'élection présidentielle par I4CE. Les enjeux d'un budget pour le climat : l'Etat devra probablement dépenser plus pour le climat ou alors actionner plus fortement les leviers fiscaux et réglementaires ; il devra dépenser plus efficacement ; il devra veiller à dépenser pour tous. Le document présente les 16 défis budgétaires identifiés par I4CE (rénovation, territoires, mobilité bas carbone, énergie, fiscalité, forêt, agriculture, adaptation).

<https://www.i4ce.org/download/presidentielle-2022-defis-budget-climat/>



## Le revenu de solidarité active

RAPPORT PUBLIC THEMATIQUE (Cour des comptes) 2022, janvier, multip.

Le rapport évalue le revenu de solidarité active (RSA), attribué à plus de deux millions de foyers pour une dépense annuelle de 15 milliards d'euros. Il s'appuie sur des bases de données nationales et des enquêtes menées dans neuf départements. Il identifie les succès du RSA, tels que la protection contre la grande pauvreté : il ne suffit pas à franchir le seuil de pauvreté mais permet en revanche de réduire son intensité, et protège efficacement ses bénéficiaires contre la "très grande pauvreté" (40% du revenu médian national, contre 60% pour le seuil de pauvreté). Le RSA a aussi quasiment fait disparaître les "trappes à inactivité", mais le retour à l'emploi reste particulièrement difficile pour les 2/3 de ses bénéficiaires. La Cour estime que l'accompagnement des allocataires est "une défaillance majeure du dispositif". Elle formule 17 recommandations fondées sur une augmentation de la couverture de la population cible, la pleine application des droits et devoirs réciproques, ainsi qu'une responsabilisation accrue des départements et une réforme du financement.

→ Les cahiers et annexes pour chaque département étudié sont en ligne, ainsi que les données

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-revenu-de-solidarite-active-rsa>

## ITALIE

### Italy in the global economy - Prometeia Brief - Focus : The 2022 Italy's Budget

PROMETEIA BRIEF (Prometeia Associazione) 2022, N°22/1, janvier, 8 p., version anglaise

Publication mensuelle, avec des prévisions à court terme pour le PIB, l'inflation et quelques autres indicateurs. La publication fait un point sur les finances publiques et le système bancaire notamment le crédit aux entreprises et aux ménages. Un focus aborde chaque mois un ou deux sujets plus spécifiques.

→ Dans cette édition : Le budget 2022 de l'Italie.

<https://www.prometeia.it/it/trending-topics-archive/report>

## ENERGIE & MATIERES PREMIERES

### Greenflation: The Impact of Net Zero on Inflation

2022, 5 janvier,

Cette note estime l'impact de la transition énergétique sur l'inflation. En se fondant sur les estimations des experts concernant les mesures à prendre pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, les auteurs estiment l'impact sur l'inflation dans quatre économies en fonction de l'intensité en carbone du pétrole, du gaz naturel et du charbon et de la contribution de ces produits de base aux prix à la consommation. Trois conclusions sont avancées : cette trajectoire de transition stimulera le taux d'inflation global aux États-Unis d'environ 25 points de base par an au cours des trois premières années. Deuxièmement, l'augmentation de l'inflation sous-jacente est plus faible. Troisièmement, l'augmentation de l'inflation globale est plus importante en Chine en raison de sa plus grande dépendance au charbon. L'impulsion est plus faible au Canada et surtout en Allemagne car ces deux économies ont déjà une taxe carbone, et l'Allemagne est relativement économe en énergie et les prix du gaz allemand sont déjà très élevés.

<https://www.gspublishing.com/content/research/en/reports/2022/01/06/8d1dbf06-46ce-48bb-86f2-37dfc5bbf095.html>

### Shift to renewable energy could be a mixed blessing for mineral exporters

HENDRIX, Cullen S

POLICY BRIEF (Peterson Institute for International Economics) 2022, janvier, 11 p.

La transition vers des systèmes énergétiques durables semble être une aubaine pour les pays producteurs de minéraux critiques utilisés dans ces technologies d'énergie propre. Parmi ces minéraux critiques figurent l'aluminium, le coltan, le cuivre, l'aluminium, le zinc, l'étain, les terres rares, le lithium, le tantale et le cobalt. Cependant, la taille des marchés et leurs coûts marginaux de production suggèrent qu'elles n'ont pas le potentiel de générer des rentes massives comme l'ont fait les productions de pétrole et de gaz. De plus, comme plusieurs de ces minéraux peuvent être exploités de manière artisanale, ils peuvent entraîner des problèmes de gouvernance liés aux conflits armés. Les pays riches en minerais peuvent éviter la malédiction des ressources s'ils développent des relations commerciales et d'investissement diversifiées pour équilibrer les intérêts des grandes puissances dans leurs richesses minérales et s'ils adoptent des initiatives de bonne gouvernance autour des ressources minérales.

<https://www.piie.com/publications/policy-briefs/shift-renewable-energy-could-be-mixed-blessing-mineral-exporters>

# EMPLOI

## WESO - World employment social outlook 2022

EMPLOI ET QUESTIONS SOCIALES DANS LE MONDE (Organisation Internationale du Travail) 2022, janvier, 124 p.

Publié auparavant sous le titre "Tendances Mondiales de l'Emploi," ce rapport annuel propose un panorama mondial et par grandes zones géographiques de la situation et des perspectives de l'emploi et du marché du travail à court et à moyen terme (5 ans), ainsi que des principales problématiques liées à l'emploi et aux questions sociales lors de l'année étudiée. Il est complété par des tableaux de statistiques et de prévisions à court terme par grandes zones en annexe.

→ Dans cette édition : Le BIT revoit fortement en baisse ses prévisions pour l'emploi dans le monde par rapport à juin 2021. Il anticipe que le nombre total d'heures travaillées dans le monde restera en 2022 (une fois corrigé de la croissance démographique) près de 2% sous son niveau d'avant COVID, soit un déficit de 52 millions d'emplois à plein temps (sur la base d'une semaine de travail de 48h). En 2021, ce déficit était estimé à 125 millions d'emplois. Le chômage toucherait 207 millions de personnes dans le monde, soit environ 21 millions de plus qu'en 2019. Le taux d'activité se redresserait à 59,3%, soit 1 point au-dessous du niveau de 2019. A l'image des effets asymétriques de la crise sur l'économie, le redressement du marché du travail est plus rapide dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Pour toutes les régions, les projections jusqu'en 2023 indiquent qu'une reprise complète du marché du travail restera difficile à atteindre. L'Europe et le Pacifique devraient être les plus proches de cet objectif, tandis que l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que l'Asie du Sud-Est ont les perspectives les plus négatives. D'une part parce que les effets de la crise sanitaire se prolongent avec elle, d'autre part, en raison des effets structurels de cette crise.

<http://www.ilo.org/global/publications/lang--en/index.htm>

## Dynamiques sectorielles et gains de productivité

### Analyse sectorielle et régionale de la croissance de la productivité du travail dans les pays européens et aux États-Unis

GIRARD, Pierre-Louis \_ LE HIR, Boris \_ MAVRIDIS, Dimitris

NOTE D'ANALYSE (France Stratégie) 2022, N°105, janvier, 21+144, + Document de travail N°2202-01

L'étude examine dans quelle mesure les dynamiques sectorielles contribuent à expliquer les différences de gains de productivité annuels entre pays et entre régions. Elle s'appuie sur l'analyse des données des comptes nationaux des pays ou zones étudiés (Zone euro, Allemagne, Espagne, France, Italie, Suède, Royaume-Uni, États-Unis), décomposées en 37 secteurs et déclinées au niveau régional, sur la période 2000-2016.

Pour l'ensemble des pays étudiés :

- Les services sont les principaux contributeurs à la croissance de la productivité en raison de leur poids dans l'emploi et malgré des gains de productivité moins élevés que dans le secteur manufacturier ;
- L'effet intrasectoriel est à la fois la principale source des gains de productivité mais aussi la principale source de variabilité dans le temps et dans l'espace ;
- L'emploi se déplace vers des secteurs qui sont plus productifs en niveau mais dont la croissance de la productivité est plus faible. Au total, l'effet négatif de la réallocation en croissance l'emporte sur l'effet positif de la réallocation en niveau.

La France présente sur la période des gains de productivité horaire ou par tête tout à fait comparables à ceux de la zone euro et les écarts avec l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne restent très contenus. En Suède et aux États-Unis, les gains de productivité sont en revanche plus élevés. L'écart de croissance de la productivité entre la France et les États-Unis est lié pour 60% à la différence de dynamique intrasectorielle et pour 40% à une moins bonne réallocation de l'emploi vers des secteurs plus productifs en niveau. La France se caractérise aussi par des mouvements intersectoriels de l'emploi plus faibles qu'ailleurs, même si là aussi les écarts sont limités.

<http://www.strategie.gouv.fr/publications>

### Prévisions Financières janvier 2022: 2022, l'année de la normalisation malgré tout

ARTUS, Patrick

[PREVISIONS FINANCIERES \(Natixis\) 2022, janvier, 29 p.](#)

Prévisions Natixis pour les marchés financiers, monétaires, obligataires et les taux de change, assorties de recommandations aux investisseurs.

→ *Les tableaux de prévisions, auparavant séparés, ont été intégrés dans le document.*

Accès public : <https://research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/page?code=RESEARCH>

### BIS Quarterly review: International Banking and Financial Market Developments

[BIS QUARTERLY REVIEW : INTERNATIONAL BANKING AND FINANCIAL MARKET DEVELOPMENTS 2021, décembre, 147 p.](#)

Chaque trimestre, un point de conjoncture sur l'activité des marchés financiers internationaux et du secteur bancaire dans le monde, complété par des articles sur des sujets spécifiques et les statistiques internationales compilées par la BRI à partir des données des banques centrales. Le numéro de juin porte sur les statistiques de la BRI. L'analyse des marchés financiers sera incluse dans le rapport économique annuel de la BRI qui sera publié le 30 juin.

→ Sujets abordés dans cette édition :

- Politique monétaire, prix relatifs et maîtrise de l'inflation : une flexibilité née du succès
- Financement des fintechs : modèles et moteurs
- Mesures politiques pour soutenir les prêts bancaires durant la crise du Covid-19
- Sept décennies de banque internationale

→ *Les séries statistiques sont disponibles en ligne en format csv depuis 1977 ([www.bis.org/statistics/bankstats.htm](http://www.bis.org/statistics/bankstats.htm)) - l'édition de juin est allégée le rapport annuel paraissant le même mois*

<https://www.bis.org/quarterlyreviews/>

Document réservé aux adhérents de Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

**Rexecode**